

Notice destinée aux organisateurs de projection publique de films

Quiconque organise une projection publique de film doit obtenir l'autorisation de l'ayant droit pour chaque film projeté (Comment procéder? Réponses au verso!). L'article 10 al. 2 let. c de la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins dispose que seul l'auteur a le droit exclusif de décider quand et de quelle manière son œuvre sera utilisée, en l'occurrence, de permettre la projection publique de son film.

Seules les projections dans un cercle privé sont dispensées d'une autorisation. Le cercle privé se limite aux membres de la famille et aux amis proches.

Les auteurs cèdent leurs droits à la projection publique de leurs films aux distributeurs de films. Ces derniers sont tenus de se faire enregistrer auprès de l'Office fédéral de la culture (art. 23 Loi sur le cinéma). La plupart des distributeurs de films sont membres de filmdistribution suisse (fds). Cette association publie régulièrement sur son site Internet www.filmdistribution.ch une liste de films (Release Schedule Details), laquelle indique, pour la grande majorité des films, quelle entreprise de distribution détient les droits d'exploitation pour la Suisse. Pour chaque projection publique d'un film, une autorisation de projection doit être requise auprès du distributeur officiel, lequel peut la refuser sans indication de motifs.

Les supports audiovisuels (DVD, VOD, Bluray, ...) achetés ou loués ne peuvent être utilisés qu'à des fins privées et ne doivent être projetés publiquement sans l'autorisation du distributeur du film.

Par ailleurs, l'organisateur de la manifestation doit s'annoncer à la « Société Suisse pour les droits des auteurs d'œuvres musicales » (SUISA, www.suisa.ch) et de s'y acquitter des redevances pour l'utilisation de la musique du film. Cependant, une annonce à la SUISA ne remplace en aucun cas l'autorisation expresse du distributeur du film.

Si le nombre de projections publiques excède 6 par année, l'organisateur devra également s'inscrire comme entreprise de projection auprès de l'Office fédéral de la culture (www.bak.admin.ch). L'enregistrement est gratuit.

Le caractère onéreux ou gratuit de l'accès à la projection publique du film importe peu du point de vue du droit d'auteur et ne change en rien l'obligation de requérir l'autorisation du distributeur.

Extrait de la LDA

Art. 67 Violation du droit d'auteur

¹ Sur plainte du lésé, sera puni de l'emprisonnement pour un an au plus ou de l'amende quiconque aura, intentionnellement et sans droit:

...

g. récité, représenté ou exécuté une œuvre, directement ou par n'importe quel procédé ou l'aura fait voir ou entendre en un lieu autre que celui où elle était présentée;

....

² Si l'auteur de l'infraction agit par métier, il sera poursuivi d'office. La peine sera l'emprisonnement et l'amende jusqu'à 100 000 francs.

